

Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.com>

SEPTENNAT 2018-2025

Avis de tempête sur la gérontocratie



- Le chef de l'Etat réélu s'engage à associer les jeunes à la gestion des affaires publiques ;
- Paul Biya déclare également qu'il fera tout pour ramener la paix dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ;
- Le serment du président de la République de 1982 à 2018 passé au crible ;
- Les analyses de Claude Abé, Max Mbida, Viviane Ondoua Biwole, etc.

Pages 7 - 13

Page | Enlèvement à Bamenda

5 | **Les 79 élèves toujours introuvables**

Page | Programme économique et financier

6 | **Le Fmi en mission d'évaluation**

SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE, DE LA PME ET DU PARTENARIAT DE YAOUNDE
INTERNATIONAL EXHIBITION FOR ENTERPRISES, SMEs AND PARTNERSHIP OF YAOUNDE

Promote 19

De nombreuses collectivités à découvrir et à visiter à PROMOTE 2019

- Pavillon Industries camerounaises
- Pavillon Made in Cameroon
- Pavillon Pays étrangers et bien plus !

www.salonpromote.org (+237) 222 214 415 / 677 707 679 / 669 999 313

7 édition
16 - 24
Février 2018
Palais
des Congrès
de Yaoundé

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN
UNDER THE DISTINGUISHED PATRONAGE OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROON

Cabinet d'Avocat

Me Ngoumou Josiane Florence

BP : 12386 Yaoundé - Tél : 699918944-677461411

Cabinet situé à Mvog-Mbi au 2^{ème} étage immeuble à carreaux blancs à côté de la chapelle**Extrait du cahier des charges déposé****Au greffe du Tribunal de Grande Instance du Mfoundi-Yaoundé le 29 avril 2016****AVIS DE VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE
AU PLUS OFFRANT ET DERNIER ENCHERISSEUR**Par devant Me Assana Okonda Béatrice Buffine
Notaire à Yaoundé BP : 6184- Tél : 222.22.44.76
Le 21 Novembre 2018 à 12 heures.Aux requête, poursuites et diligences de la Société Financière d'Epargne pour le Développement en
Abrégé "SOFINED" établissement de Micro-Finance de deuxième catégorie au capital de F CFA
225.000.000 (deux cent vingt cinq millions F CFA) dont le siège est à Yaoundé BP : 20.585.Représentée aux présentes par son Directeur Général M^r Amalala Ifeï Emmanuel, créancier
poursuivant, ayant pour Conseil Me Ngoumou Josiane Florence, Avocat au Barreau du Cameroun BP :
12386 Yaoundé qui occupe et occupe pour les suites des présentes.En présence de sieur Tchoufack Bernard, gérant et caution de la Société Ndi Kemsa et Fils SARL,
époux séparé en biens de madame Tegomoh Lambu, ou d'écrit appelé, débiteur principal, insolvable
et indolent domicilié à Yaoundé BP : 33891.**EN VERTU**

- De la grosse dûment en forme exécutoire de la convention de crédit amortissable en date des
04 et 05 juin 2014 du répertoire de Me Colicita Tibagna Nyabla, Notaire à Yaoundé BP : 1749
- D'un certificat d'inscription hypothécaire n°54 c/HH Mindeca/41/1200 délivré le 29 août 2014
par le conservateur de la propriété et des droits fonciers du Mfoundi à Yaoundé.
- D'un commandement aux fins de saisie immobilière délivré le 13 janvier 2016 à sieur Tchoufack
Bernard, gérant et caution de la Société Ndi Kemsa et Fils SARL, régulièrement représentés par
exploit de Me Jeannette Irène, Kedi, demeuré infructueux jusqu'à ce jour.

- Du jugement n°194/Com du 17 octobre 2018 déclarant non fondé les divers et observations,
ordonnant la continuation des poursuites et fixant la nouvelle date d'adjudication du 21
novembre 2018.

DESIGNATIONUn immeuble urbain non bâti, mais exploité d'après le titre foncier n°48201/Mfoundi vol 241 fol
13, superficie 4399 m² appartenant à sieur Tchoufack Bernard représentant la Société Ndi Kemsa et Fils
SARL et caution réelle d'icelle domicilié à Yaoundé BP : 33891.**MISE A PRIX**

Montant : 25.000.000 fcs CFA (vingt cinq millions francs CFA)

Enchères : 500.000 fcs (cinq cent mille francs CFA)

Fait et rédigé par le Conseil du poursuivant soussigné

Me Ngoumou Josiane Florence
Avocat au Barreau
**RENSEIGNEMENTS**

- 1- Sieur Jos, Bess
- 2- Cabinet Me Ngoumou Josiane Florence, Avocat à Yaoundé
- 3- Me Assana Okonda Béatrice, Notaire à Yaoundé
- 4- Me Jeannette Irène Kedi, Notaire à Yaoundé
- 5- Greffe du Tribunal de Grande Instance de Yaoundé

Jeannette I. Kedi
Huissier de Justice
Yaoundé**United Nations Children's Fund****AVIS DE RECRUTEMENT****Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance au Cameroun - UNICEF – lance un avis de re-
crutement pour le poste ci-après :****POSTE: "Programme Associate (GS6), Yaounde, Cameroon, TA", for Cameroonian only.****Date de clôture : 11 Novembre 2018****Pour accéder à l'avis de vacance, bien vouloir vous rendre sur le site d'emploi de l'UNICEF
en suivant le lien ci-après :****<https://www.unicef.org/about/employ/?job=517622>****Les candidatures féminines sont particulièrement encouragées.**NB : L'UNICEF ne facture aucun frais à aucun moment du processus de recrutement, que ce soit au moment de postuler, pour
l'entretien, la procédure de recrutement proprement dite ou la formation. Les messages émanant d'adresses e-mail différentes de
celles de l'UNICEF- unicef.org- ne doivent à aucun cas être considérées. En outre, L'UNICEF n'a pas besoin et ne demande pas
à connaître les informations au compte bancaire du postulant.**UNICEF – Yaoundé
Rue 1801 Quartier Bastos
Boulevard de l'URSS,
BP 1181 Yaoundé / Cameroun
Tel: 237 222 50 54 00**

Le Changement viendra de "Nous" !

 Par Richard Makon*

Le Président nouvellement réélu, S.E. Monsieur Paul BIYA, ambitionne inscrire notre Nation dans un septennat d'opportunités. Noble ambition ! Le camerounais lambda n'en attend pas moins de toute façon ! Le Cameroun de ce siècle nouveau est "un mendiant assis sur une mine d'or", espérant de la charité des autres et des clins d'œil de la providence, une manne qui se trouve pourtant à ses pieds. Un territoire d'une diversité (humaine, culturelle, géographique, politique, sociale) unique au monde, une faune et une flore riches de ressources incroyables, des gisements de matières premières quasi inexploitées, une force de production constituée d'une jeunesse passablement bien formée et en santé, un environnement économique globalement stable et un territoire qui se maintient dans une relative paix. Cet impressionnant potentiel qui doit être transformé en richesse, par les vertus d'un leadership visionnaire et transformationnel, constitue légitimement le terreau fertile des invincibles espérances de notre Peuple. Nul doute donc que la concrétisation de cette gigantesque ambition nous prépare à vivre dans tout le pays les "dix travaux d'Hercule", avec au gouvernail un commandant en chef revigoré par le souffle vivifiant d'une nouvelle légitimité accordée par le peuple souverain, fécondant la force de l'expérience d'une puissance créatrice de vie. Les chantiers, connus de tous, sont évidemment conjoncturels et structurels. LES CHANTIERS CONJONCTURELS sont, au plan politique, social et culturel, l'élargissement de l'espace des libertés, le renforcement de cohésion sociale et la concorde républicaine, la lutte contre la corruption ; au plan économique, l'amélioration du climat des affaires, l'élargissement de la classe moyenne,

l'accompagnement du secteur privé, la modernisation de l'agriculture, la maîtrise de l'inflation, la stabilisation de la balance de paiement et de la balance extérieure, la bonne gouvernance. LES CHANTIERS STRUCTURELS sont, au plan politique, la poursuite des réformes institutionnelles dans le sens de l'idée et de la pratique de la démocratie, le parachèvement de la décentralisation, la mise en place complète des institutions prévues par la Constitution de 96, la réforme foncière, la réforme des politiques éducatives, de formation, de recherche scientifique et d'innovation ; au plan économique, la modernisation des infrastructures (énergétiques, sanitaires, scolaires, sportives, culturelles, routières, portuaires, ferroviaires et aéroportuaires) ; la réhabilitation de l'appareil de production et l'industrialisation. Evidemment que d'autres chantiers tant conjoncturels que structurels existent. Mais outre ces derniers, c'est le CHANTIER DU LOGICIEL MENTAL qui est le plus urgent. La paresse, la fainéantise, l'attentisme, l'immobilisme, l'inclinaison au faux, le tribalisme, le népotisme, la méchanceté sont le propre de tous les camerounais et constituent des obstacles dirimants au changement. La mentalité est donc le siège de notre révolution et sa transformation, la clé de notre salut ! Notre développement dépend de "Nous" seuls et aucune montagne n'est insurmontable pour un peuple uni dans sa diversité, la solidarité, le travail et la foi. Sans ce "Mind set transformation" qui, plus qu'une réforme du logiciel mental de notre peuple appelle une révolution culturelle, quelques soient nos ambitions et nos opportunités, nous sommes condamnés à la misère, à l'errance et à l'esclavage !

* DOCTEUR EN DROIT PUBLIC
SPÉCIALISTE DU DROIT DES INVESTISSEMENTS

Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

Responsable Digital

Pascal Dibamou

Chroniqueurs

Jacques Eric Andjick

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

Caricaturiste

Robert Pougoué

RUBRIQUES

Politique

Jean De Dieu Bidias

Société

Paulette Ndong

Economie

Lucien Bodo

Education

Nadine Guepi

Tech & Web

Marguerite Papan

Culture

Marthe Ndiang

Sports

Dimitri Mebenga

Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

Rédaction

Wamba Sop, Ludovic Amara, Ibin

Hassan, Josiane Afom, Désiré

Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo,

Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Claude Olivier Banaken, Guy

Martial Tchinda, Florentin Ndatewou

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

Chef : Michel Ferdinand

Adjoint : Blaise Djoukep

CORRESPONDANTS

Grand Nord : Jacques Kaldaoussa

Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake

Est : Sebastian Chi Elvido

Sud : Guy-Roger Mvondo

Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing

Chef : Michael Brobst

Responsable Yaoundé : Augustine Nokam

Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

Suzanne Essono Nanga

Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric



Série

Maladies au scanner

32- La rétinopathie diabétique

Pr Côme Ebana Mvogo

Tous les diabétiques sont susceptibles de contracter la maladie

Le chef du service ophtalmologie de l'Hôpital central de Yaoundé, selon qui, certaines complications sont si douloureuses qu'on est obligé d'enlever l'œil, précise que cette pathologie conduit à la cécité si elle n'est pas prise en charge à temps.



Par Guy Martial Tchinda

Qu'entend-on par rétinopathie diabétique?

Avant de parler de la rétinopathie diabétique, il est important de savoir ce que c'est que le diabète. Le diabète est une situation pathologique dans laquelle l'organisme ne peut plus métaboliser le sucre. Soit parce que l'insuline qui sert à ce métabolisme n'est pas produite, soit parce que celle qui est produite n'est pas efficace. Au lieu d'être métabolisé, le sucre va donc s'accumuler dans le sang et va provoquer un certain nombre de lésions. Notamment, au niveau des petits vaisseaux qui peuvent se trouver dans le cerveau, dans les yeux, et qui sont les organes atteints de préférence, bien que tout l'organisme peut en être affecté. Lorsque l'hyperglycémie (l'augmentation du taux de sucre dans le sang) se produit, cela provoque des troubles au niveau de la circulation sanguine. Les parois et petits vaisseaux seront donc endommagés. Dès lors, l'eau passe d'un milieu à un autre et provoque des œdèmes au niveau des tissus et des cellules ; d'un autre côté, ces tissus endommagés laissent passer le sang.

Il y aura donc un phénomène hémorragique au niveau des petits vaisseaux dont ceux de la rétine et un phénomène œdémateux. Parfois aussi, ces petits vaisseaux se bouchent et le sang n'arrive plus à destination, il y a donc une ischémie au niveau du tissu. Et lorsqu'il s'agit de l'œil, la rétine réagit en sécrétant des substances qui vont former des néovaisseaux mais, les parois de ceux-ci ne sont pas imperméables comme les vaisseaux normaux donc, le sang va s'écouler dans la rétine. C'est tout ce processus qu'on appelle rétinopathie diabétique.

Parlez-nous des causes de cette maladie.

Parmi les causes, nous avons l'hyperglycémie qui va entraîner soit une ischémie qui à son tour entraîne une réaction de l'organisme qui va sécréter des substances favorisant la formation des néovaisseaux ; soit il y aura une fuite de l'eau provoquant l'œdème qui va détruire le tissu. Et lorsque le sang ou l'œdème arrive au niveau des tissus nobles, ils ne peuvent plus bien fonctionner ou alors des milieux transparents deviennent opaques. Par exemple s'il y a une hémorragie dans le vitré, le malade ne peut plus voir parce que celui-ci n'est plus transparent ; soit une hémorragie qui se fait sur la surface de la rétine et recouvre les cellules rétinienne.

Il peut aussi s'agir d'une dégénérescence due à l'ischémie et lorsque les néovaisseaux vont arriver, ils progressent avec un support fibrovasculaire qui va se contracter à un moment donné et provoquer décollement de la rétine. Dans tous les cas, lorsque la rétinopathie diabétique n'est pas traitée, elle aboutit inexorablement à la perte de la vision.

Comment se manifeste la rétinopathie diabétique?

La principale manifestation est la baisse de l'acuité visuelle qui peut évoluer jusqu'à la cécité. Mais, le diabétique peut



aussi avoir un autre problème, celui des néovaisseaux qui envahissent les structures de l'œil et provoquent un glaucome c'est-à-dire une augmentation de la pression intra oculaire. L'hyperglycémie peut également entraîner une imbibition du cristallin par l'eau, rendant celui-ci opaque : C'est la cataracte diabétique. On peut aussi avoir une atteinte de la macula qui est la zone permettant d'avoir un maximum d'acuité, provoquant une baisse de la vision. Tous ces phénomènes physiopathologiques aboutissent à la cécité. On distingue deux sortes de rétinopathie diabétique : non proliférante (avant la formation des néovaisseaux) et proliférante (la forme grave).

Quelles sont justement les complications de cette pathologie ?

La cécité est l'issue fatale en ce qui concerne les yeux. C'est vrai que tout l'organisme est attaqué parce que l'hyperglycémie concerne tous les tissus. Partout où le sang passe, il provoque les mêmes lésions, sauf que l'œil permet de tirer la sonnette d'alarme parce qu'on peut voir les vaisseaux directement en pratiquant un examen du fond d'œil. Peut-on guérir de cette maladie?

Oui on peut en guérir. C'est surtout pour cette raison qu'il est conseillé pour le diabétique de se faire consulter par un ophtalmologue au moins une fois par an. Cela permet de se rassurer que bien que souffrant de diabète, le patient ne développe pas les complications ophtalmologiques. Toutefois, lorsque la rétinopathie diabétique avérée, on peut la traiter.

Comment se passe le traitement?

On peut traiter la maladie en pratiquant une photocoagulation au laser. Celle-ci permet d'arrêter le processus qui fa-

vorise la néovascularisation, le saignement, l'œdème, et donc la perte de la vue. Il est également bon qu'avec son médecin endocrinologue, le malade veille à ce que son équilibre glycémique soit assuré, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas un trop important taux de glucose dans le sang. Lorsque le malade est bien suivi, on peut éviter les complications.

Combien coûte ce traitement?

Le coût du traitement est variable en fonction de l'étendue des lésions. Une séance de laser revient en moyenne à l'Hôpital central de Yaoundé, et c'est le taux le plus cher, à environ 15000 Fcfa. Si les lésions sont plus étendues et que le traitement nécessite plusieurs séances, cela devrait coûter beaucoup plus cher. Mais, en général à l'Hôpital central, lorsqu'on a payé une séance, on essaie de compléter tout le traitement sans que le malade ne paie plus autre chose.

Qu'en est-il de la durée ?

Avant le traitement, on fait un examen appelé angiographie : On prend les photos du fond d'œil après avoir injecté un produit de contraste qui permet de voir là où il y a les fuites, les saignements, etc. savoir dans quelle zone il faut faire le laser et comment il faut le faire. Après les séances de laser, on fait une angiographie de contrôle qui permet de voir si le traitement a bien tenu. S'il n'y a pas de fuites on va simplement surveiller le malade mais, tant qu'elles sont encore présentes, on va continuer à traiter jusqu'à ce que la rétine soit complètement asséchée. C'est un examen qui n'est pas douloureux et dès qu'on a fini, le malade peut rentrer à la maison ; on n'a même pas besoin de l'hospitaliser.

Parlez-nous de l'ampleur de la maladie au Cameroun.

Le diabète est très répandu puisque nous avons changé nos modes de vie. Cela va également avec les maladies liées à l'obésité, à l'inactivité et à la mauvaise nutrition. Pratiquement tous les malades qui font un diabète de plus de 10 ans sont susceptibles de contracter la maladie. Environ 1/3 des diabétiques font une rétinopathie diabétique et 1/3 de cette proportion développe une forme grave de la maladie.

Comment prévenir la rétinopathie diabétique ?

Il faut avoir un bon équilibre nutritionnel ; une activité physique régulière et si nécessaire, un traitement contre l'hyperglycémie. Si le taux de sucre est maintenu à un niveau acceptable, le malade ne peut pas faire de rétinopathie diabétique.

Quels sont les efforts déployés pour réduire l'expansion de cette maladie?

Au niveau de l'hôpital central de Yaoundé par exemple, nous faisons la sensibilisation. Quand un diabétique se fait consulter par un ophtalmologue au moins une fois par an, on le suit. Dans ce cas, même si la maladie commence et qu'on traite, il n'y a pas de problème. Mais si le malade vient consulter l'ophtalmologue quand il est déjà aveugle, on ne peut plus rien faire. Certaines complications sont même si douloureuses qu'on est obligé d'enlever l'œil.

Bamenda

79 élèves enlevés

Ils ont été conduits avec trois de leurs encadreurs, vers une destination inconnue lundi dernier.

 Par Paulette Ndong avec Ibin Hassan



Les élèves kidnappés.

Lundi 05 novembre dernier, 79 élèves et trois encadreurs (un chauffeur, un enseignant et le principal) de la Presbyterian Secondary School (PSS) de Nkwen, à Bamenda, ont été enlevés au petit matin, entre 4h et 5h, par des séparatistes armés. « Des assaillants armés sont arrivés et ont défoncé les portes de plusieurs dortoirs et fait sortir de force des élèves qui s'apprêtaient à participer à la prière matinale. Les assaillants ont procédé à un tri. 79 élèves, le principal (une dame) et le chauffeur ont été kidnappés », relate un rescapé.

Informé vers 8h lundi dernier, le gouverneur de la région du Nord-Ouest, Adolphe Lele Lafrique et son état-major se sont rendus sur les lieux. Ils ont découvert les dortoirs saccagés et ont échangé avec des parents d'élèves qui avaient, pour la plupart, de la peine à retenir leurs larmes. « Je veux savoir si mon enfant a été kidnappé ou s'il est sur le campus », s'inquiète un parent. « Restez calmes ! Le chef de l'Etat a instruit que tout soit mis en œuvre pour retrouver les enfants. Les recherches sont lancées et sur la base des informations dont nous disposons, les enfants retrouveront leurs dortoirs et les salles de classe sous peu », rétorque Lele Lafrique.

La PSS est un établissement confessionnel à régime interne. Il y a deux semaines l'armée a démantelé dans ses parages un gang de sécessionnistes. Les responsables de l'Eglise presbytérienne avaient refusé la sécurité militaire sur le campus au motif qu'elle effraie les élèves.

Un habitant de Bamenda indiquait lundi que suite à cet enlèvement massif (la plus importante depuis le début de la crise anglophone, il y'a deux ans), l'on a noté une mobilisation générale des forces de l'ordre. « Des ravisseurs et probablement des terroristes sécessionnistes ont kidnappé des enfants à la Presbyterian Secondary School de Nkwen. Les forces de défense ont reçu instruction de mettre tous les moyens disponibles à contribution pour un dénouement heu-

reux de cette situation », a indiqué lundi sur sa page Facebook, le chef de division de la communication au ministère de la Défense, le colonel Didier Badjeck. Cependant, jusqu'au moment où nous allions sous presse, aucune information ne filtrait sur la destination prise par les adolescents et leurs encadreurs.

Vidéo

Même la vidéo postée lundi par les «Ambazoniens» ne renseigne pas sur le lieu de captivité. Regroupés dans une pièce en briques de terre, il s'avère impossible de savoir si les captifs sont assis à même le sol ou sur un matelas. La dizaine d'adolescents (11), tous de sexe masculin, répondent tour à tour aux questions des séparatistes. Patronymes individuels et des parents ainsi que les classes fréquentées par les infortunés (Form 5) sont déclinés. Dans cette vidéo, ces jeunes déclarent, l'air apeuré, qu'ils ne savent pas où ils se trouvent. Vêtus pour la plupart de tenues de sport, s'exprimant en langue anglaise, ils s'exécutent comme dans une mise en scène. « Nous ne voulons plus retourner à l'école. C'est le principal qui a envoyé les messages à nos parents leur demandant de nous laisser retourner en classe. Nous y sommes depuis deux semaines », disent-ils, presque en chœur.

La peur et l'espoir de retourner auprès des leurs se lisent sur les visages. « Vous allez rester ici avec nous. Vous allez

désormais partir à l'école sur notre territoire, Amba Land », assène un séparatiste, à visage découvert.

L'enlèvement des élèves du Presbyterian Secondary school de Nkwen survient après celui du sous-préfet de Noni, Ngwa Martin Majong, dans le département du Bui, région du Nord-Ouest. Cette autorité a été kidnappée par les sécessionnistes alors qu'elle revenait de Yaoundé samedi dernier. « L'originaire de Bafut, à bord de sa Toyota Tercel serait tombé sur un poste de contrôle érigé par les séparatistes au niveau de la localité dénommée Mbokevou », relate un informateur.

Cet enlèvement a suscité la réaction du porte-parole des forces ambazoniennes. Tapang Ivo estime qu'il s'agit d'un stratagème du pouvoir de Yaoundé pour détourner l'attention de la communauté internationale sur la prestation de serment de Paul Biya qui a eu lieu hier, dont la victoire à la présidentielle du 7 octobre est contestée.

Réagissant à son tour, Allegra Maria Baiocchi, coordinateur humanitaire pour l'Organisation des Nations Unies au Cameroun, fait observer que « des enfants sont une fois de plus victimes d'une crise qui n'est pas la leur. Rien ne peut justifier l'enlèvement d'enfants innocents », déclare l'agent de l'Onu.

Mezam

Adolphe Lele Lafrique interdit la circulation des véhicules

 Par Paulette Ndong

Le gouverneur de la région du Nord-Ouest, Adolphe Lele Lafrique, a suspendu la circulation dans le département de la Mezam. La décision amplifiée au secrétaire général de la République (Sg/Pr), au secrétaire général des



Adolphe Lele Lafrique. Le gouverneur du Nord-Ouest.

Services du Premier ministre (Sg/Pm), au ministre de l'Administration territoriale (Minat), au ministre de la Défense (Mindef), au secrétaire d'Etat à la défense (Sed), au délégué général à la Sécurité nationale (Dgsn), au ministre des Enseignements secondaires (Minesec), etc. interdit depuis hier, 06 novembre, jour d'investiture de Paul Biya, tout mouvement de véhicules d'une durée non déterminée d'un arrondissement à un autre. Idem pour les départements. Cependant, cette restriction ne s'applique pas aux arrondissements de Bamenda 1er, 2e et 3e. Il recommande aux autorités et forces de l'ordre et de sécurité veiller à l'application de cette décision. Seules les personnes ayant une autorisation spéciale sont exemptes de cette interdiction. Une décision qui viserait à circonscrire la zone où se trouvent les 79 élèves capturés.

Des organisations internationales indignées

 Par Paulette Ndong

L'enlèvement des 79 élèves de la Presbyterian Secondary School de Nkwen à Bamenda le 05 novembre dernier a suscité l'indignation de la communauté internationale. Craignant que le scénario soit le même que celui du Nigeria où 276 lycéennes avaient été enlevées à Chibok dans la nuit du 14 au 15 avril 2014, la directrice régionale adjointe d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Samira Daoud déclare que ces enlèvements effroyables montrent à quel point la population générale paie le prix de plus fort au fur et à mesure que la violence s'aggrave dans la région anglophone. Elle ajoute que: « Quiconque est responsable doit libérer et ren-

voyer les victimes immédiatement ».

Exprimant sa solidarité aux familles des victimes, cette organisation demande aux autorités camerounaises de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que tous les élèves et le personnel scolaire soient libérés indemnes.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) pense pareil. La directrice régionale de cette organisation onusienne condamne et appelle à la libération immédiate sans condition de tous les enfants enlevés. « Les attaques contre les écoles constituent une violation du droit des enfants et les écoles doivent constituer des espaces sûrs et protégés à tout moment », explique la directrice.

Programme économique et financier

Une nouvelle mission du Fmi au Cameroun

Cette troisième revue devrait aboutir à un nouveau décaissement de 60 milliards Fcfa.



Par Pascal Dibamou

Une mission du Fonds monétaire international (Fmi) séjourne au Cameroun depuis dimanche dernier. Conduite par Corinne Delechat, elle a cinq jours pour évaluer les performances du programme économique et financier triennal 2017-2020, appuyé par la Facilité élargie de crédit. Il s'agit de la troisième revue qui va permettre le décaissement de près de 60 milliards Fcfa en fin d'année. Le lundi 05 novembre, la mission a eu des audiences avec les ministres des Finances (Minfi), Louis Paul Motaze, de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat), Alamine Ousmane Mey. Il s'est agi, pour le cas du Minfi, d'échanger sur l'évolution récente et les perspectives de l'économie camerounaise ; de faire le point de la situation au titre de la facilité élargie de crédit (critères et repères quantitatifs, repères structurels, etc.), examiner l'exécution du budget 2018 et le cadre budgétaire de moyen terme et la préparation du budget 2019 ; faire le point de l'endettement, de la structuration des banques en



Corinne Delechat. Le chef de mission du Fmi.

difficulté et la situation de la banque camerounaise des petites et moyennes entreprises. Le Minepat quant à lui s'est entretenu avec la mission du

Fmi sur l'état d'avancement des projets d'investissement et leur financement ; le programme d'emprunts extérieurs ; les accords de partenariat public-privé relatifs aux projets du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi ; l'état des lieux des mécanismes d'évaluation, de maturation, de mise en œuvre et de suivi des projets ; du suivi du rapport sur les sommes engagées non décaissées (SENDS). « Le but de la revue est d'examiner la performance du Cameroun sur les objectifs du programme économique et financier », a expliqué Corinne Delechat.

La mission qu'elle conduit va également passer au crible la situation financière de quelques entreprises, dont Camair-Co, Camwater, Sonatrel, Campost, Camtel et Cdc. Il est question de déterminer leur niveau de viabilité. Le Cameroun attend du Fmi un décaissement échelonné de plus de 370 milliards Fcfa dans le cadre du programme économique et financier. A ce jour, environ 205 milliards Fcfa ont déjà été décaissés.

Précontentieux du Coppe

Le calvaire des malades

En plus de l'incapacité, pour certains, à se mouvoir, des responsables refusent de leur délivrer la présence effective.



Par Pascal Dibamou

Plus de 20 enseignants du ministère des Enseignements secondaires (Minesec), la mine défraîchie par la maladie, ont pris d'assaut la direction des ressources humaines de ce département ministériel le 31 octobre dernier. Ils souffrent, pour certains, d'insuffisance rénale et sortent, pour d'autres, d'un accident cardio-vasculaire qui les a rendus hémiplegiques, les obligeant à s'appuyer sur des béquilles pour se déplacer. Accompagnés par des membres de leurs familles, ils viennent réclamer la délivrance de la présence effective, une pièce essentielle pour la phase du précontentieux de l'opération de comptage des personnels de l'Etat (Coppe). Ils n'ont en effet pas pu l'obtenir de leurs proviseurs respectifs.

« Ma sœur souffre d'une insuffisance rénale. Elle s'est faite recenser au mois de mai dernier. Mais à notre grande surprise, en septembre dernier, elle a été dénoncée par son proviseur, celui du Lycée technique d'Ekounou, qui a indiqué qu'elle est un faux-malade. Or, le médecin du travail du Minesec lui a signé un repos médical de huit jours. Il a fallu que nous nous rendions au Lycée technique d'Ekounou pour avoir sa présence effective afin qu'elle puisse se présenter à la phase du précontentieux », confie l'un des accompagna-

teurs d'un agent de l'Etat malade.

Au Ministère des Finances (Minfi), ce genre de cas se traite au guichet numéro 8, réservé aux personnes dénoncées dans le cadre du précontentieux du Coppe. Au guichet numéro 9, installé au secrétariat du coordonnateur de cette opération, il faut montrer patte blanche pour avoir accès aux agents recenseurs. « Je fais entrer les gens par vague. Si vous étiez en mission pendant l'opération de comptage, vous devez aller au ministère de la Défense chercher votre ordre de mission. Pour les missions à l'étranger, nous avons placé un système de contrôle dans les aéroports. Ce qui compte c'est le point de départ », explique un cadre de la direction générale du Budget aux agents de l'Etat.

A la porte 119 où se trouvent deux postes - numéros 2 et 9 -, l'un des agents recenseurs a le téléphone vissé à l'oreille. Il échange avec un proviseur sur le cas d'un enseignant du secondaire. « Vous m'avez dit que vous n'êtes plus en stage mais votre proviseur indique que vous l'êtes toujours, pourtant c'est lui qui a signé votre présence effective. Allez à l'école prendre le certificat de scolarité ou alors vous faire signer une présence effective là-bas. Profitez pendant la phase du précontentieux pour être en règle », explique



Des agents recenseurs du Minfi en poste.

l'agent recenseur à son interlocuteur. Dix postes semblables ont été installés au bâtiment A du Minfi.

D'après nos informations, depuis le lancement de la phase du précontentieux, le 26 octobre dernier, plus de 1200 agents (chiffre du jeudi 1er novembre) de l'Etat ont sollicité la délivrance des copies du quitus. Un document qui leur permet d'aller retirer leur bon de caisse dans les trois perceptions sélectionnées à cet effet. Pour la phase du précontentieux, 25000 personnes sont attendues pour justifier les incohérences observées lors de leur recensement. C'est la condition sine qua none pour avoir accès au salaire.

Port de Kribi

L'autorité portuaire de Kribi informe qu'elle projette d'ériger un hub logistique jumelé au parc industriel du port éponyme, dans la cité balnéaire. Cette plateforme va accueillir des bases logistiques destinées à couvrir l'Afrique subsaharienne. Elle capitalisera les effets de synergie créés entre le port et une zone franche logistique via une zone douanière unique et permettra ainsi une distribution rapide et efficiente vers les consommateurs. En outre, indique l'autorité portuaire, cette plateforme permettra aux investisseurs d'avoir des avantages fiscaux et douaniers prévus par la loi sur les zones économiques spéciales. En cela, elle proposera une offre diversifiée allant des terrains nus viabilisés aux bureaux et entrepôts prêts à l'emploi. Elle pourra attirer ainsi parmi les meilleurs aux mondes, les opérateurs logisticiens, les distributeurs multinationaux, les fournisseurs de services portuaires et les sociétés de trading et de négoce international.

Mora-Dabanga-Kousseri

Le génie militaire a relancé les travaux de construction de la route Mora-Dabanga-Kousseri le 27 octobre dernier. Relancés en mars 2018, après quatre années de suspension, à cause de l'insécurité créée par Boko Haram qui avait enlevé des employés sur le chantier, ces travaux ont été récemment interrompus une nouvelle fois pour cause de pluies. Ce tronçon routier, long de 205 kilomètres, est le tout premier contrat de l'histoire à avoir été attribué à une unité spécialisée d'une armée, avec l'aval de la Banque mondiale. Financée par cette dernière, à hauteur d'environ 70 milliards Fcfa, la route Mora-Dabanga-Kousséri est une infrastructure stratégique dans les échanges commerciaux entre le Cameroun, le Nigeria et le Tchad.

06 novembre 2018

Faste et solennité pour le début du septennat des « Grandes opportunités »

Le protocole d'État n'a pas lésiné sur les moyens pour la prestation de serment du président Paul Biya.

 Par Ludovic Amara

Depuis hier 06 novembre 2018 à 11h 27 mn, le Cameroun a officiellement un nouveau président. C'est bien à cette heure précise que Paul Biya, en poste depuis 1982, a prêté serment – pour la huitième fois consécutive – en tant que chef de l'État. Une fois de plus, la cérémonie avait pour cadre l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Ici, tout a été fait pour que la vieille bâtisse du palais de verre de Ngoa-Ekellé affiche fière allure. La peinture encore fraîche et le macadam récemment posé à certains endroits (à la place du gazon) ont pour but de redonner l'aspect du neuf à l'Assemblée nationale qui a perdu une partie de ses infrastructures dans un incendie en décembre 2017. L'autre partie de l'Assemblée nationale a été détruite par des ouvriers dans la perspective de la construction d'un nouvel édifice. Seul reste l'hémicycle, qui a été paré de beaux atours pour accueillir cette cérémonie d'investiture du président élu.

Il est un peu plus de 10h45 mn lorsque Cavaye Yégué Dji-bril, le président de l'Assemblée nationale (Pan) entre dans l'hémicycle et prend place au perchoir pour l'ouverture de la séance solennelle. Après avoir rappelé les dispositions pertinentes du code électoral – notamment l'article 140 – qui encadrent cet exercice, il va suspendre la séance et appeler avec lui le président du Conseil constitutionnel, Clément Atangana, le premier président de la Cour suprême, Daniel Mekobe Sone, et le premier vice-président du Sénat, Aboubakary Abdoulaye. Ces quatre personnalités vont sortir accueillir le président de la République, qui a quitté le palais de l'Unité en même temps que le Pan ouvrait la séance. Restés dans l'hémicycle, des membres du gouvernement, des diplomates, les élus des deux Chambres réunies ; et d'autres invités à cette cérémonie.

Image du président

Quelques absences notables : celles du ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Grégoire Owona, par ailleurs secrétaire général adjoint du comité central du Rdp, le parti au pouvoir ; du sultan Ibrahim Mbombouo Njoya, sénateur et patron du Rdp dans la région de l'Ouest. Absent également, Marcel Niat Njifenji, président du Sénat, remplacé par le premier vice-président de la chambre haute du Parlement. Dehors, le dispositif de sécurité est très renforcé. Des dizaines d'éléments de la Direction de la sécurité présidentielle (Dsp), de la Garde présidentielle (Gp), de la Sécurité militaire et de la police tiennent pas moins de trois postes de contrôle qui filtrent les entrées. Visages fermés pour la plupart, ils ne se montrent pas très bienveillants et aboient souvent des ordres. À l'exception de ceux des invités et des membres de la sécurité, aucun autre téléphone portable n'est admis. « *Il ne faut pas que vous filmiez des couacs ici et puis on retrouve cela sur les réseaux sociaux* », plaisante un invité. Pour un autre, il s'agit tout simplement de surveiller davantage l'image du président de la République qui sera diffusée, de façon à le présenter toujours sous son meilleur profil. La sécurité est également déployée tout le long de l'itinéraire qui va du palais de l'Unité au palais de verre, où sont également massés badauds, groupes de danse et militants du Rdp en tenue du parti.

Samuel Kleda

C'est cette foule bigarrée qui va acclamer le cortège présidentiel jusqu'à son arrivée à l'Assemblée nationale. Après avoir pris place au perchoir, le président de la République



Paul Biya brandit le document qui consacre son serment.

va écouter le discours, ampoulé et dithyrambique du Pan. Paul Biya va marquer un moment d'hésitation, lorsque sans transition, le Pan va lui demander de prêter serment. Un intermède sera noté lorsque le sénateur Grégoire Mba Mba, après le « *I do so swear* » du président du chef de l'Etat, va entonner un chant à la gloire de Paul Biya : « *Paul Biya ane a yop !* », littéralement « *Paul Biya est en haut* ». Non suivi par l'assistance, il va se rasseoir légèrement penaud. Après le discours d'investiture du président de la République, la séance sera suspendue pour lui permettre de prendre les honneurs d'un détachement de la Garde présidentielle conduit par le lieutenant-colonel Eric Bomback.

Le chef de l'Etat va quitter l'Assemblée nationale après près d'une heure de cérémonie. Direction, le palais de l'Unité où il doit officiellement être présenté aux membres du corps diplomatique et des corps constitués. Une palette d'invités a fait le déplacement du palais d'Etoudi, à l'instar de l'ex-ministre des Affaires sociales, Cathérine Bakang Mbock, souvent annoncé en fuite par la chronique mondaine. L'on notera par ailleurs l'absence de l'archevêque de Douala Samuel Kleda, très critique envers le processus électoral qui a conduit à la réélection de Paul Biya. Cependant, Mgr Jean Mbarga, archevêque métropolitain de Yaoundé était bien présent dans la délégation des hommes d'églises.



Le chef de l'Etat reçoit les attributs de Grand maître des ordres nationaux.



Septennat 2018-2025

Le pari jeune de Paul Biya

Le chef de l'Etat promet une plus grande implication de la jeunesse dans les sphères de décisions.



Par Jean De Dieu Bidias

Deux engagements forts dans le discours d'investiture du chef de l'Etat hier mardi devant l'Assemblée nationale : une plus grande implication des jeunes dans la gestion de la chose publique et la détermination à pacifier le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. A ses jeunes compatriotes, Paul Biya demande de ne pas perdre espoir et dit avoir compris leur aspiration profonde « à des changements qui [leur] ouvrent les portes de l'avenir et permettent [leur] plein épanouissement ». « J'ai tout aussi compris votre désir de mieux participer à la prise des décisions qui engagent l'avenir de notre pays. J'en tiendrai compte en ayant à l'esprit que le Cameroun de demain se fera avec vous », s'engage le président de la République. Il semble ainsi tirer les premières leçons de la dernière élection présidentielle, qui a révélé un éveil politique de plus en plus perceptible des jeunes, lequel s'est manifesté à travers leur engagement militant auprès des candidats de l'opposition qui les encouragent à regarder l'avenir avec beaucoup plus de sérénité.

Fraîchement réélu pour sept ans à la tête du Cameroun, et alors que la partie anglophone du pays reste est engouffrée dans une sorte d'impasse sécuritaire, Paul Biya assure s'être attentivement penché sur les frustrations et les aspirations de la grande majorité de ses compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. « Un bon nombre de réponses à ces préoccupations et à ces aspirations sera apporté dans le cadre de l'accélération du processus de décentralisation en cours. Dans les meilleurs délais possibles, des mesures seront prises pour élargir le champ de compétences des collectivités territoriales afin de leur donner les moyens d'une plus grande autonomie », garantit-il. Et de poursuivre : « Il



Paul Biya prononçant son discours d'investiture.

ne fait l'ombre d'aucun doute que le destin de nos compatriotes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest s'inscrit dans le cadre de notre République. Fort du soutien du peuple camerounais tout entier et persuadé qu'il existe une issue honorable, dans l'intérêt de tous, je ferai en sorte que le calme et la sérénité reviennent dans les deux régions concernées, dans le respect des institutions dont je suis le garant ».

Le président de la République demande aux populations des deux régions concernées d'accorder tout le soutien possible à l'action des autorités en vue du rétablissement de la paix. « Ils savent mieux que personne ce que serait leur existence sous le joug d'extrémistes qui font régner la terreur et la désolation dans leurs régions depuis quelques mois ». Paul Biya promet par ailleurs qu'il n'y aura pas d'impunité.

« A ces entrepreneurs de guerre, qui mettent à mal notre unité nationale et prônent la sécession, il faut qu'ils sachent qu'ils se heurteront non seulement à la rigueur de la loi, mais aussi à la détermination de nos forces de défense et de sécurité. Je leur lance un appel à déposer les armes et à retrouver le droit chemin. J'en appelle tout particulièrement aux jeunes qui se sont laissé entraîner dans une aventure sans lendemain ».

Du reste, l'on retient que Paul Biya est longuement revenu sur le grand défi de l'émergence économique du Cameroun. « Les engagements que j'ai pris pour améliorer la qualité de la vie des Camerounais, a-t-il indiqué, supposent en premier lieu que des conditions adéquates de stabilité et de sécurité soient réunies. Je puis vous donner l'assurance que je ferai en sorte que ce soit le cas. L'objectif de l'émergence doit être érigé en grande cause nationale qui mobilise l'ensemble de nos concitoyens afin de faire du Cameroun un pays moderne et socialement avancé ». Il s'est de nouveau engagé à promouvoir le rôle des femmes dans la société; à faciliter l'intégration sociale des jeunes en développant encore davantage le système éducatif à tous les niveaux, et en mettant l'accent sur la professionnalisation; à lutter contre l'exclusion, notamment par une meilleure protection des personnes vivant avec un handicap; à améliorer l'accès aux services publics de l'eau potable et de l'électricité; à renforcer le système de santé, en ouvrant de nouveaux hôpitaux et en finalisant un dispositif de sécurité sociale efficace; à mettre en valeur une politique d'habitat social digne de ce nom, etc. Il ne reste plus qu'à espérer ce chaquet de bonnes intentions se traduisent en actes concrets.

Réactions



Par Crtv

Paul Atanga Nji, ministre de l'Administration territoriale

Le président a été majestueux

Il a été clair qu'il peut y avoir des réformes dans le cadre des institutions républicaines. Rien ne se fera en marge de la loi. Le président Paul Biya était tout simplement majestueux, il vient de prêter serment pour un nouveau départ et c'est un septennat des grandes opportunités. Il a dit que beaucoup de problèmes ont été réglés et que davantage il va régler des problèmes mais il va assurer la sécurité de tout le monde parce que s'il n'y a pas de sécurité on ne peut pas promouvoir de développement. L'immense majorité des ressortissants du Nord-Ouest et du Sud-Ouest veut vivre en paix, mais ils sont perturbés par les bandits de grand chemin qui veulent perturber la quiétude des populations. Le chef de l'Etat a même lancé solennellement l'appel en disant aux jeunes déposez les armes, rentrez dans la République. Je crois que c'est la voix à suivre.



Issa Tchiroma Bakary, ministre de la Communication

La sécurité, une priorité

La sécurité fait partie des priorités du chef de l'Etat. Il a attiré l'attention d'abord sur le fait que nous vivons dans un monde qui a plutôt tendance à opérer le protectionnisme. Economiquement, cela a son pesant d'or. Nous devons donc nous préparer à nous remettre en cause pour livrer cette bataille économique que nous devons gagner parfaitement, conscient de ce que nous vivons dans un monde qui est en train de changer. Je prétends également revenir sur l'agriculture qu'il faut moderniser, trouver des équipements, construire des hangars, construire des routes pour désenclaver les pôles de développement. Le chef de l'Etat a surtout insisté sur le problème du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Il est décidé à prendre toutes les mesures pour que ce problème soit réglé de manière significative, mais surtout il a attiré l'attention sur les sécessionnistes. Si d'aventure ils ne déposaient pas les armes, ils auront donc toute la rigueur de nos forces de défense et de sécurité conformément à la loi.



Joseph Lé, ministre de la Fonction publique

Le chef de l'Etat nous engage au travail

Ces grandes opportunités sont là. Il nous appartient de les saisir maintenant. Vous avez entendu, le chef de l'Etat a engagé chacun des Camerounais pour que nous nous mettions au travail. C'est la seule magie, c'est le seul miracle : le travail.





Prestation de serment de Paul Biya

Réjouissances à Yaoundé III^e et VI^e

Par Cyril Marcel Essissima

Avant vécu la cérémonie de prestation de serment du président réélu hier 06 novembre sur les antennes de la télévision nationale comme la majorité des Camerounais, les militants du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), des sections Mfoundi III et VI ont mis les petits plats dans les grands. A Efoulan, le président de la sous-section Rdpc, Atangana Abega Gabriel et ses troupes, se sont réunis à l'esplanade de l'hôtel de ville de Yaoundé IIIe pour partager le pain et le vain. L'explosion de joie survient lorsque le chef de l'Etat prononce la phrase « *I Do So Swear* » ; prêtant ainsi serment au perchoir de l'Assemblée nationale.

Installée dans un bar, Jeannette (un prénom d'emprunt) n'a pas pu contenir sa joie. « *I do ce soir. [Je vais faire ce soir, Ndlr]* », parodie-t-elle le Président en provoquant au passage, une hilarité dans la buvette. « *Kaba* » pour les femmes, chemises ou T-shirts pour les hommes assortis çà et là de casquettes, écharpes et autres gadgets à l'effigie du Président élu ; il y en avait pour tous les goûts, d'autant plus que « *les beaux jours sont rares* », comme l'a exprimé une militante, tenant une bouteille de bière en main.



Festivités au Rond-point Express.

Percevant des signes de fatigue chez quelques-uns des militants bravant un soleil de plomb, le président de la sous-section lance un cri de ralliement pour les réveiller. « *Paul Biya Oyééé !* », dira-t-il. Et les militants de répondre en chœur : « *Oyééé !!!* ». « *L'heure n'est plus aux discours. L'heure est à la célébration. La sous-section d'Efoulan n'a pas failli* », rajoute brièvement le chef de file ovationné par ses camarades.

Puis, va s'ouvrir le buffet sous la conduite de Bogba Philomène, une militante caractérisée par sa rigueur dans le ser-

vice. Hélas, les plats à emporter n'ont pas suffi au millier de personnes mobilisées pour le double événement du jour. Une situation qui a suscité des éclats de voix sous les six tentes dressées à l'esplanade. « *J'ai également voté Paul Biya. Donc, j'ai le droit de manger* », se mécontente un militant arborant un T-shirt et une casquette.

Non loin de là, c'est une véritable démonstration au lieu-dit « *Rond-point Express* ». Les automobilistes sont obligés d'emprunter d'autres voies de circulation car, toutes les routes principales ont été barrées. Autour du podium érigé pour la circonstance, des milliers de militants du Rdpc. Ils vibrent au rythme des fanfares d'un détachement de l'armée.

Après quelques pas de danse sous des acclamations du sous-préfet, Mvondo Appolinaire, le maire de la commune de Yaoundé VIe, Jacques Yoki Onana, par ailleurs président de la commission communale de campagne du candidat Paul Biya dans cette circonscription, a tenu à rassurer les populations qui se sont jointes à la fête. « *A événement particulier, animation particulière. N'ayez pas peur de voir ces hommes en tenues. Au contraire, ils sont là pour nous protéger. C'est le ministre lui-même qui nous a envoyés la musique de l'armée pour que la fête soit belle* », a-t-il clarifié, avant de se prendre un bain de foule.

Douala

Mouvement de protestation du Mrc avorté

Par Renaud Inang

La manifestation de protestation projetée par les militants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), dans le cadre du programme de résistance de ce parti intitulé « *Non au Hold-up électoral* », n'a pas eu lieu hier mardi, 06 novembre 2018 à Douala. Alors qu'il était prévu, dès 9h, selon un tract en circulation, un rassemblement de protestation baptisé « *Dépassons nos peurs, levons-nous et défendons notre victoire volée pour l'avenir de notre pays et de nos enfants, c'est une cause juste et noble* ». Au carrefour Ndokoti, un des points choisis par les manifestants, l'ambiance est habituelle. Des commerçants qui écumant les emprises de la voie publique écoulent leurs marchandises comme d'ordinaire, jusqu'à 9h lorsque ce carrefour est envahi par les forces du maintien de l'ordre (Fmo), composés de policiers et gendarmes. Un véhicule anti-émeute communément appelé « *mamy water* » de la gendarmerie, s'est garé non loin, dans l'enceinte d'une station-service.

Des signes de dissuasion sont alors perceptibles. Les hommes en tenue, en plus d'interdire le stationnement des motos-taxis aux alentours de la structure, filtrent également les entrées. Les policiers, armés jusqu'aux dents, sont assis à l'arrière d'un camion. Ils veillent au grain. Entretemps, d'autres véhicules de la police multiplient des patrouilles dans les environs. Sans doute pour contraindre d'éventuels militants et sympathisants du Mrc à réviser leur position quant à une participation au mouvement annoncé. Un mouvement visant à protester contre la prestation de serment du candidat Biya Paul, déclaré élu par le Conseil



Carrefour Ndokoti, hier. Rien à signaler.

constitutionnel au terme de la présidentielle du 07 octobre dernier. Si l'on s'en tient aux tracts distribués, un rassemblement était également projeté devant les sous-préfectures, les préfectures et les services des gouverneurs de région. Au moment où nous allions sous presse, aucune manifestation ne s'est déroulée dans la ville de Douala. Surtout que la capitale économique était quadrillée par un impressionnant déploiement des Fmo.

Au carrefour Ndokoti, seuls le ronflement des moteurs de véhicules et de motos-taxis pouvait se faire entendre, au moment où Paul Biya prêtait serment à l'Assemblée nationale. Reste que la retransmission en direct de l'événement du jour, à partir des écrans géants installés à cet endroit n'a pas fait courir. Plusieurs autres « *points sensibles* » de Douala n'ont pas échappé au détachement des hommes en tenue, comme ce fut le cas le 22 octobre dernier lors de la publication des résultats de la récente présidentielle par le Conseil constitutionnel.

Yaoundé

Le domicile de Maurice Kamto assiégé

Par Florentin Ndatewou

Hier 06 novembre, la prestation de serment de Paul Biya, président réélu, n'a pas été du goût des militants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc). Pour eux, il était question de faire « *le deuil de la démocratie au Cameroun* » tel que martelé par le porte flambeau de cette formation politique à l'élection présidentielle du 07 octobre dernier, Maurice Kamto. Dans une vidéo tournée au lieu-dit « *Rond-point Nlongkak* » à Yaoundé et publiée sur le réseau social Facebook, celui qui est classé deuxième d'après les résultats proclamés le 22 octobre par le Conseil constitutionnel, n'a de cesse de revendiquer sa victoire. « *Le peuple camerounais du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest m'a élu* », déclare-t-il, avant de poursuivre : « *Ils ne m'ont pas élu à cause de mes origines ethniques. Ils ont élu un Camerounais qui leur propose un programme avec une attention particulière pour les plus pauvres, pour les plus humbles, ceux qui souffrent en silence et qu'on ne voit jamais et qui pourtant, permettent à ce pays de rester debout* ». Présente, l'assistance va s'en presser d'applaudir et de scander : « *prési ! prési !* ».

Par la suite, Maurice Kamto est interrompu par l'arrivée des forces de maintien de l'ordre. Il est cependant protégé par un cordon de sécurité établi par ses militants. Il est ensuite conduit à sa résidence. Seulement, à son arrivée, son domicile est investi par les forces de l'ordre et de sécurité qui lui interdisent l'accès, selon son porte-parole Olivier Bibou Nissack. Lequel ajoutera que le vice-président du Mrc, Emmanuel Simh, le trésorier national du parti, Alain Fogue et de son adjoint Thierry Okala Ebodé, ont également été interpellés.

En appel, le rassemblement organisé hier sous la conduite de Maurice Kamto entre dans le cadre du « *Plan national de résistance* » mis en place par cette formation politique pour dénoncer le « *Hold-Up électoral* ». Elle suit celle tenue le 27 octobre dernier à Douala, avec à la clé, l'arrestation des militants du Mrc dont Me Michèle Ndoki.



Serment

Ce sur quoi Paul Biya s'est engagé en 1982

Des progrès sont perceptibles au plan socioéconomique, mais la rigueur dans la gestion et la moralisation des comportements tant prônées ont depuis perdu droit de cité.



Par Jean De Dieu Bidias

Réélu au poste de président de la République le 07 octobre dernier, Paul Biya a prêté serment hier mardi devant les sénateurs et les députés, réunis en congrès à l'Assemblée nationale. Il s'agissait en réalité d'un exercice auquel est habitué le fils de Mvomeka'a (région du Sud), certes, mais le fait que cette cérémonie ait coïncidé avec la date anniversaire de son accession à la magistrature suprême laissait l'impression que la divine providence avait soudainement remonté le temps. C'est en effet le 06 novembre 1982 que Paul Biya succède au chef de l'Etat démissionnaire Ahmadou Ahidjo, en application de la Constitution révisée de 1979 qui fait alors du Premier ministre le successeur constitutionnel du président de la République. Paul Biya a de nouveau été face au peuple camerounais représenté par ses élus. Il a évalué le chemin parcouru sur la base des engagements d'il y a 36 ans. Et, d'après lui, le « pays est en pleine transformation et il avance résolument dans la voie du progrès ». Quelques une des options prises par Paul Biya dans la continuité de l'action de son illustre prédécesseur étaient, à l'intérieur, « l'indépendance et l'unité nationale, la paix, le développement économique, social et culturel à travers nos choix de libéralisme planifié, de développement autocentré, de justice sociale et de maîtrise ».

Pour lui, « la grande et longue œuvre de construction nationale, si bien conçue et si bien menée par Son Excellence Ahmadou Ahidjo, est une œuvre de tous et pour tous. Elle doit demeurer telle. Elle implique, dans les temps durs que nous vivons, à la fois la rigueur dans la gestion, la persévérance

dans l'effort, la vigilance vis-à-vis des manœuvres et actions internes ou externes de démocratisation, de démobilisation et de stabilisation ». Aussi invitait-il, toujours dans son discours d'investiture, « toutes les Camerounaises et tous les Camerounais à réaffirmer dans les faits leur attachement à cette grande œuvre d'unité, de paix et de progrès, et à s'y maintenir résolument avec la légitime ambition de demeurer un grand peuple, un peuple uni et travailleur, un peuple aspirant à la prospérité et à la justice, un peuple ayant foi en son avenir, un peuple enfin jaloux d'être maître de son destin à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. En ce qui me concerne, avec la confiance et la collaboration de tous, je puis assurer que je m'y emploierai, avec toute la force de mon patriotisme et de mon engagement ».

Sur le plan du progrès économique, le pays dispose aujourd'hui d'un patrimoine infrastructurel qui change son visage. Il couvre divers secteurs tels que l'énergie, l'eau, les routes, les télécommunications, la santé et les transports. D'autres projets sont en cours et viendront à coup sûr renforcer le dispositif existant. Mais on est loin d'une révolution. Et, au plan social, le progrès est moins perceptibles : 40% de la population camerounaise n'a pas accès aux soins de santé de qualité, et près de 60% éprouvent des difficul-



Présidentielle 2011. Paul Biya, prêté serment.

tés à faire face aux dépenses de santé ; en zone urbaine, moins de 60% de la population a accès à l'eau potable. Bref, 37% des habitants du Cameroun, soit plus de 8 millions de personnes, vivent toujours sous le seuil de pauvreté (avec moins de 1,90 dollars par jour, environ 1000 Fcfa). Pour le septennat 2018-2025 qui s'est ouvert hier et qui devrait être celui du baroud d'honneur, Paul Biya a l'obligation de tout mettre en œuvre pour que s'opère enfin une réconciliation entre la gestion de la chose publique et la rigueur promise aux aurores de son long magistère. Il doit aussi œuvrer pour que la justice et l'égalité des chances reprennent droit de cité.

Max Zachée Mbida Onambélé

La construction nationale est une œuvre commune

A l'aune du septennat des « Grandes opportunités » qu'entame Paul Biya, le politologue scrute les 36 ans de gouvernance du président réélu.



Par Jean-Christophe Ongagna

Paul Biya avait placé son magistère sous le triple signe de la rigueur, la moralisation et du développement. 36 ans plus tard et au regard de son potentiel, le niveau de développement économique du Cameroun est-il à la hauteur des attentes charriées par le discours inaugural du chef de l'Etat ?

L'histoire de la magistrature suprême du président Paul Biya qui commence en 1982 et dont on peut fixer le terme au 06 octobre 2018, c'est-à-dire à la veille de l'élection présidentielle du 07 octobre dernier, nous exige en effet de faire un bilan de son score économique. Les indicateurs en termes de production nationale, de Produit intérieur brut (Pib), de taux de croissance, de masse commerciale interne et à l'extérieur, de volumes des échanges, etc., nous donneraient sans doute un tableau synoptique de sa performance sur le plan économique.

Mais nous n'avons pas fait le tour de l'évaluation car, ces chiffres et ces considérations n'auront pas pris en compte les contraintes structurelles et les aléas sociopolitiques. Il est donc difficile de juger la performance économique de Paul Biya, sans courir le risque du biais en ne s'en tenant qu'aux indicateurs micro et macro-économiques. Ce qu'il



faut dire, c'est que le Cameroun a le niveau de développement économique que lui aura permis la gestion par ailleurs magistrale de Paul Biya, des situations économiques et sociopolitiques auxquelles le pays a fait face depuis son accession à la magistrature suprême.

Le niveau actuel de déliquescence morale de la société camerounaise signifie-t-il que Paul Biya a péché sur le plan de la rigueur ?

Il est difficile de dire du Cameroun que c'est un pays qui se caractérise par la déliquescence morale. Cette réserve se justifie une fois de plus, par une lecture lucide de l'histoire des faits sociaux et politiques tels qu'ils se sont produits depuis 1982. En libérant les libertés et en imposant la jouissance des droits fondamentaux, la démocratie n'a pas sauvé la rigueur et la moralisation. Au contraire. Toutefois,

il est important de souligner, malgré cette inflexion historique et ses effets, les efforts déployés par le président de la République pour préserver la moralité publique. Ses mesures peuvent donner l'impression que la moralité, et partant la rigueur, sont devenues problématiques au Cameroun. Mais il faut encore lire cette observation à partir de la réalité du processus historique de construction et de développement de l'Etat au Cameroun.

Quels sont les points positifs des 36 premières années de règne de Paul Biya et que faut-il pour donner une nouvelle impulsion à la politique du « Renouveau » ?

Il serait fastidieux de faire un bilan ramassé de la magistrature suprême de Paul Biya depuis son accession au pouvoir en 1982 mais dans tous les secteurs, il est possible de remarquer l'empreinte du Renouveau. Aujourd'hui, le Cameroun est à l'image d'une fourmilière ; les dix régions ayant chacune en gestation, un aspect des « Grandes ambitions » et des « Grandes réalisations » du président de la République que viendront conforter et consolider les « Grandes opportunités » du septennat qui s'ouvre ce 06 novembre (hier, Ndlr).

Paul Biya a fait œuvre de bâtisseur, avec les conjonctures nationales et internationales que le pays a dû traverser et avec l'engagement pluriel du peuple dont il devait présider aux destinées. L'œuvre réalisée est considérable, enviable et à féliciter. Paul Biya a hérité d'un peuple de travailleurs. Avec un tel vivier de compétences que lui assure par ailleurs une jeunesse dynamique et fier de son pays, il est assuré de construire un pays digne, prospère et émergent à l'horizon 2035. L'œuvre de construction nationale est une œuvre commune bien que le président de la République en soi le premier comptable.



Claude Abé

Le gouvernement actuel est incapable de développer le Cameroun

Le sociopolitiste pense que Paul Biya doit placer des hommes capables de mettre en œuvre un programme de développement qui se veut opérationnel et où il y a un suivi.



Par Jean De Dieu Bidias

Paul Biya avait placé son mandat à la tête du Cameroun sous le triple signe de la rigueur, de la moralisation et de la prospérité économique. 36 ans plus tard, le niveau de développement du pays est-il à la hauteur des attentes charriées par le discours inaugural du chef de l'Etat ?

Entre la rhétorique politique et la mise en œuvre, il y a un gros hiatus. S'il y a un des talons d'Achille les plus faibles du bilan de monsieur Biya, c'est justement cette question de moralisation de la vie publique, notamment au niveau de la gouvernance et de la gestion des affaires d'intérêt commun. Le Cameroun, entre temps, a été classé deux fois champion du monde de la corruption. Ce qui indique qu'il n'y a pas que les Camerounais qui la ressentent au quotidien, que même les structures qui sont en charge de la lutte contre la corruption à l'extérieure telles que Transparency International l'ont sentie. Les institutions de Bretton Woods et tous les autres partenaires internationaux aussi. C'est un chantier qui a été et reste ouvert. A l'intérieur, la floraison des institutions qui existe pour lutter contre la corruption tel que l'Agence nationale d'investigations financières (Anif), la Commission nationale anticorruption (Conac), le Programme national de gouvernance, le Contrôle supérieur de l'Etat, le Tribunal criminel spécial (Tcs), répondent tous à cette situation-là. La Conac également indique que la situation de la corruption n'a pas véritablement connu une véritable réponse malgré les déclarations officielles du pouvoir en place de lutter contre celle-ci ; on n'a pas l'impression que de ce point de vue, il y a une véritable efficacité.

Toutefois il y a des points positifs sur le plan du développement socioéconomique...

Au niveau du développement, on ne peut pas ne pas reconnaître que le Cameroun vient de très loin. Quand vous regardez le nombre d'institutions scolaires qui existent maintenant au niveau du Cameroun, on se rend compte que l'offre de formation a connu un boom exponentiel. Dans chaque arrondissement, on a deux à trois établissements d'enseignement secondaire avec une diversification dans tous les secteurs. Au niveau de l'offre de formation universitaire également. On est passé d'une université d'Etat à huit universités sans, compter le nombre d'universités privées. On peut également citer, au niveau de l'offre des soins de santé, la construction d'un ensemble de formations hospitalières de part et d'autres. On peut peut-être questionner la qualité en ce qui concerne ces formations sanitaires, la qualité des soins ou même la qualité de la formation dans ces établissements. Du point de vue économique, on voit également qu'on est parti d'un port à deux ports. On parle d'ailleurs d'un troisième qui aurait dû commencer à Limbé. On voit également une infrastructure industrielle qui se met progressivement en place, même si ce n'est pas déjà totalement le cas, en termes de transformation des ressources naturelles qui sont les nôtres et que l'économie reste grandement extravertie. On voit quand même qu'il y a eu un certain nombre de projets qui ont été faits dans ce sens-là. Maintenant, dans les ménages, l'accès à l'eau potable et à l'électricité pose un gros problème.

Il y a eu une offre infrastructurelle, mais qui gagne à être renforcé en termes de qualité du service qui est donné.

Qu'est-ce qui peut encore être fait pour changer la donne de la gouvernance au Cameroun ?

D'abord au niveau de la lutte contre la corruption, je pense qu'il est temps pour le Cameroun, du point de vue interne, qu'on mette en application l'article 66 de la Constitution lié à la déclaration des biens de la part de tous les gestionnaires de la fortune publique, pour qu'on sente qu'il y a une véritable volonté à lutter contre la corruption. La convention de Mérida [c'est la convention des Nations unies contre la corruption, adoptée le 31 octobre 2003, Ndlr] pourrait être également internalisée pour rendre davantage efficaces les instruments juridiques de lutte contre la corruption. Et à mon avis, il serait aujourd'hui important, au lieu d'avoir une pléthore d'institutions, peut-être d'avoir une institution qui a des pouvoirs renforcés, qui peut ester au niveau du tribunal quand les enquêtes ont permis de constater que quelqu'un est responsable des actes de corruption. Parce que, la corruption reste une grosse gangrène qui fait perdre beaucoup d'argent au Cameroun et qui est un gros problème pour la mise en route du développement. Il faut peut-être aussi qu'on arrive à mettre sur pied ce dispositif de sécurisation des gens qui seraient amenés à dénoncer les actes de corruption. Il faut surtout systématiser les interpellations de diverses mises en cause parce que, jusque-là, on a eu l'impression que c'était un traitement à géométrie variable. Puisqu'on parle de corruption et on voit le rapport que cela a avec le développement. Au niveau du développement, il serait souhaitable qu'on sorte tout simplement de la langue de bois. Il est impensable que dans un pays comme le Cameroun, on n'arrive pas à avoir une autoroute quand on sait que là où la route passe comme on le dit habituellement, le développement suit. Qu'on ait un circuit routier qui en réalité peine à se déplacer me pose un problème.

Il y a aussi la question de la transformation des produits de notre agriculture et des ressources du sous-sol au plan local...

Au-delà des discours qui ont été mis en route, l'amélioration des voies de communication devrait s'accompagner aujourd'hui d'une véritable politique agricole, pour qu'on ait une politique agricole centrée à la fois sur une production de masse la transformation de ces ressources localement. Il est anormal que les Camerounais soient toujours et encore aujourd'hui producteurs d'un ensemble de ressources et que très peu de ces ressources-là soient effectivement transformées localement. Cela pose un gros problème. Il en est de même du pétrole. Où on voit bien que le Cameroun est l'un des producteurs de pétrole en Afrique, où il y a encore un certain nombre de gisements qui restent à exploiter. Mais, en réalité, que nous ne soyons pas nous-



mêmes véritablement ceux-là qui peuvent exploiter, transformer ces ressources naturelles nous pose un problème. Il faut donc y penser de manière à ce qu'on en arrive. Il faut aussi, pour les produits de première nécessité tels que l'eau potable et l'électricité, un plan d'application immédiat parce qu'on ne peut pas développer un pays si vous n'avez pas accès à l'énergie électrique, si vous n'avez pas accès à l'eau potable. C'est impensable qu'on en soit à cela. Il faut améliorer aujourd'hui la qualité du service pour les structures qui existent. Je veux parler ici des formations hospitalières et de l'offre scolaire.

La rigueur de départ a été visiblement mise de côté. Est-ce qu'on est capable d'aller vers une nouvelle gouvernance avec le même personnel gouvernant ?

Il nous faut une gouvernance où les individus deviennent véritablement rigoureux. Il faut se réconcilier avec la rigueur de départ et il ne me semble pas que ce soit avec le personnel gouvernant actuel qu'on va y arriver. Parce que, ce personnel gouvernant a montré son incapacité à conduire le Cameroun vers ce développement et ce mieux être qui est légitimement attendu par les Camerounais. Il faut changer de dispositif en changeant également les ressources humaines qui doivent accompagner cette stratégie de mise en œuvre d'un programme de développement qui se veut opérationnel et où il y a un suivi. Qu'on ait un président de la République qui lui-même n'ait pas à attendre dans son bureau, qu'il puisse arriver à descendre sur le terrain. On voit cela se faire dans des pays comme le Rwanda. S'il a décidé d'accepter de nouveau d'être président de la République, cela veut dire qu'il a encore des ressources et qu'il faut venir faire montre de ces ressources sur le terrain parce que, la peur du gendarme est un élément important. Quand on vous voit vous-même sur le terrain en dehors des sorties officielles, ça peut faire en sorte que les gens arrivent à réaliser ce qui a été projeté.



Réactions

Paul Eric Kingue, directeur de campagne Maurice Kamto

Paul Biya n'a ni l'énergie, ni les moyens de redresser ce pays



Par Cyril Marcel Essissima

Les concepts de rigueur et de moralisation me semblent avoir été pensés avec de bonnes intentions. Mais trop tôt, leur initiateur est rentré dans un engrenage politico-clanique qui l'a éloigné de ces nobles objectifs qui auraient sans doute permis au Cameroun, de ne pas plonger dans l'abîme comme c'est le cas en ce moment. Aujourd'hui, on en est à se demander si Paul Biya était vraiment animé de ces intentions. Car, quelques années seulement après sa prise de fonction, il s'est vu signaler par un ancien ministre démissionnaire, des cas de détournements de deniers classés à l'époque dans un registre appelé « *Opération baleine* ».

Alors qu'on attendait la fermeté de M. Biya, il a laissé passer cette opportunité qui aurait évité à notre pays, des métastases d'une si grave gangrène qui s'est finalement généralisée ; détruisant le socle économique-financier du Cameroun, alors qu'il héritait d'un pays, pour le citer lui-même, « *riche, fort et prospère* ». M. Biya n'est allé



que d'échec en échec. Ce qui est foudroyant, est qu'après un hold-up électoral, il ne juge pas utile de libérer le pays en suivant le vrai verdict des urnes. Aujourd'hui, il n'a ni l'énergie, ni les moyens de redresser ce pays qui va désormais d'emprunts obligataires en emprunts obligataires. Le « *Renouveau* » donne des signes d'une agonie proche du coma.

Jean-Baptiste Atemengue, Rdpc

La rigueur et la moralisation restent un chantier



Par Jean-Christophe Ongagna

Ce qui a premièrement marché, c'est la libéralisation économique et politique. Il y a eu beaucoup d'avancées sur le plan de la démocratisation, parce que c'était l'un des volets de la libéralisation. Sur le plan économique, les Camerounais peuvent entreprendre au Cameroun et ailleurs, sans aucune contrainte majeure, en dehors des lenteurs administratives que tout le monde déplore. [...] La stabilité des institutions n'a pas fondamentalement été perturbée, excepté quelques secousses. Il y a aussi la paix. [...] Par contre, l'unité nationale est une quête permanente parce qu'effectivement, une partie de cette fondation de notre République est actuellement remise. Sur ce qui n'a pas marché, à son arrivée le 06 novembre 1982, il a convoqué la rigueur et la moralisation républicaines. Je pense que cela n'a pas beaucoup avancé comme on l'aurait souhaité et ça demeurera un chantier [...]. On ne peut pas émerger économiquement sans rigueur dans la gestion des ressources matérielles et humaines, sans intégrité morale et républicaine dans la gestion des biens publics et



l'argent public particulièrement. Il faut poursuivre dans la répression jusqu'à ce que les Camerounais sacralisent l'argent public pour l'intérêt des plus faibles. Il faut ensuite, persister dans le combat contre la corruption en l'occurrence. Il y a également le sang neuf. Je crois que la nouvelle génération a besoin de faire ses preuves. Il faut donc impulser le rajeunissement progressivement.

Emile Bindzi, 11 millions de citoyens

36 ans de mensonges et de duperies



Par Florentin Ndatewouo

Au-delà de l'écume des mots, la réalité au crépuscule de ce « *Renouveau* » si tant est qu'il a existé est tout autre. Elle s'inscrit dans un présent abject aux relents eschatologiques. C'est 36 années de mensonges et de duperies, laissant entrevoir désormais : tribalisme, individualisme, injustice sociale, guerre, jouissance, intolérance et corruption qui sont désormais scandés comme un credo au sein de l'Etat tout entier. Le leurre du progrès économique mis en lumière par le Fmi et la Banque mondiale à travers les plans d'ajustements structurels multiples et qui n'en sont pas encore à leurs dernières manifestations économiques révèlent désormais l'éphémère et la funeste destinée de ce régime gabégique.

Le volet social nous présente une société où se conjuguent le doute, la vulnérabilité, l'incertitude et la précarité sous toutes ses formes : des femmes accouchent à même le sol pour être ensuite séquestrées dans lesdites formations sanitaires, les écoles primaires et secondaires, les universités et écoles de formation sont devenues des centres d'expérimentation de la pornogra-



phie lorsqu'elles ne sont pas tout simplement des fabriques de chômeurs et de travailleurs inefficaces. Quid de la démocratie pluraliste, l'expression du suffrage ; elle s'est drapée du manteau de la théâtralisation, l'instrumentalisation, l'intimidation, les manipulations et fraudes pour singer la véridique démocratie.

Robert Bapoo Lipot, député Upc

Nous sommes victime du fascisme économique



Par Jean De Dieu Bidias

Il y a des attentes, et c'est normal. Mais, pour un pays qui a aujourd'hui 25 millions d'habitants, ce qui n'était pas le cas en 1982, il est normal que les attentes soient plus consistantes. Le Cameroun d'aujourd'hui n'est pas celui de 1982. Nous pouvons saluer le fait que pendant 36 ans, ce pays est resté dans la paix ; pendant 36 ans, est dans un mouvement de développement dont les fruits sont déjà perceptibles. J'ai toujours eu à le dire, le niveau de déliquescence morale au Cameroun a un lien étroit avec les politiques de la Banque mondiale et du Fmi. Lorsque vous regardez les statistiques, vous voyez qu'avant les plans d'ajustements structurels, avant la dévaluation du Fcfa, ce pays ne connaissait pas certains maux que nous dénonçons aujourd'hui. Nous avons été attaqués par le fascisme économique à travers les politiques inhumaines des institutions de Bretton Woods. Ces politiques-là laissent généralement les pays



dans une situation très délicate en termes de gouvernance. Dieu merci, le président Paul Biya et le peuple camerounais à cette attaque qui a été très violente. Le chef de l'Etat est en train de corriger la situation par des mesures dont les résultats sont visibles. Avant de mettre la main sur la fortune publique aujourd'hui, le Camerounais réfléchit deux fois.



Viviane Ondoua Biwolé, universitaire

Jean Takougang, SDF

Le bilan des 36 ans est largement positif Paul Biya ne va rien faire

 Par Arnaud Kuipo

 Par Jenner Onana

Le bilan des 36 ans est largement positif, si on retient les trois aspects du discours fondateur. Au plan de la rigueur, le cadre constitutionnel, légal et réglementaire de l'action de l'État a été modernisé. L'offre de rapprochement de l'administration avec les populations s'est même étendue avec la mise en place du cadre légal de la décentralisation. De plus, il y a lieu de retenir la lutte déterminée contre la corruption. Quant au développement, je dois relever les importantes avancées notamment depuis la libéralisation de l'économie, en ce qui concerne l'augmentation quantitative de la richesse nationale. Le président Paul Biya est pleinement conscient du ralentissement accusé dans l'accès des populations aux services publics de base notamment l'eau potable, l'électricité, etc. En outre, trois principaux défis concernent l'élargissement de l'assiette fiscale, la lutte contre l'incivisme dans les affaires et contre la



corruption.

Il s'agit notamment d'accélérer tous les processus qui ont connu des ralentissements. Ensuite amplifier les résultats dans tous les secteurs, nombreux, où les choses ont bien marché. Par ailleurs, il y a le maintien de la paix à l'intérieur et à nos frontières.

En 36 ans, quelqu'un n'a rien fait. Il va encore faire quoi aujourd'hui ? Je ne sais pas ce que je peux encore dire aujourd'hui. On attend quoi de lui ? On n'attend rien. Vous parlez de rigueur, moralisation et développement. Prenons le cas de la prestation de serment qui est l'entrée en fonction. Paul Biya se prêtera à cette exigence, mais le paradoxe est qu'il jurera devant le peuple et devant Dieu qu'il va protéger et respecter une Constitution qui en son article 66, lui exige de déclarer ses biens et avoirs avant son entrée en fonction. Paul Biya aurait donc dû en toute logique, déclarer ses biens et avoirs, avant sa prestation de serment qui consacre sa prise de service. Il jurera donc de protéger une Constitution qu'il a déjà violée dès son entrée en fonction. Quel crédit peut-on dès lors lui accorder si déjà, il foule



au pied la Constitution qui est la loi fondamentale ? Une larme pour ceux qui attendent de lui, des miracles pour ce énième septennat de roublardise et de misère pour les Camerounais. Il ne va rien faire

Présidentielle 2018

Le regard du SDF

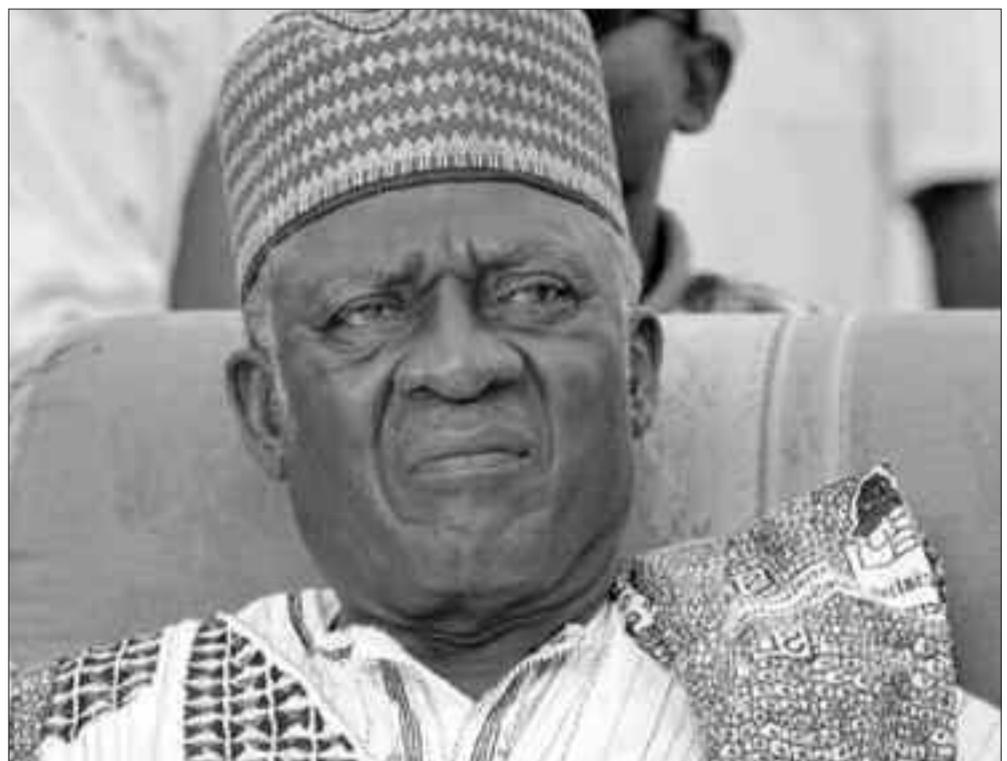
Le Comité exécutif national du « parti de la balance » se prononce sur le scrutin présidentiel organisé le 07 octobre dernier.

 Par Jean-Christophe Ongagna

« Evaluer la participation du parti à l'élection présidentielle du 07 octobre 2018 » et réarmer les militants « pour les échéances futures ». Tels étaient les deux points inscrits à l'ordre du jour du Comité exécutif national du Social Democratic Front (SDF), qui s'est réuni le 03 novembre dernier à Yaoundé. S'agissant du scrutin présidentiel du 07 octobre dernier, l'assise présidée par « Son Excellence Ni John Fru Ndi, président national du parti », condamne sa mauvaise organisation, « dénonce l'exclusion des populations des régions anglophones de cette échéance électorale capitale, les privant ainsi de l'un de leurs droits constitutionnels ; déplore la partialité de Elecram (Elections Cameroon, Ndlr), du Minat (ministère de l'Administration territoriale, Ndlr) et de la Commission nationale de recensement général des votes dans la conduite du processus électoral, eu égard au pourcentage arbitraire à nous attribué ; déplore le traitement non objectif réservé à la requête du SDF par le Conseil constitutionnel notwithstanding la pertinence des faits et arguments juridiques exposés par le collectif des avocats de [notre] candidat », révèlent entre autres, les résolutions du conclave du Comité exécutif national qui au passage, félicite également le département juridique du parti, pour « la haute qualité de sa prestation devant le Conseil constitutionnel ».

Le conclave du 03 novembre dernier n'a par ailleurs pas éludé la vie du parti. Sur ce point, le SDF prend acte de la

reconnaissance par le candidat du parti, Joshua Osih, des insuffisances à lui imputées lors de la campagne électorale et « décide d'en tirer les conséquences », appelle les militants et sympathisants « à plus de sérénité dans l'attente des décisions et actions de redynamisation en cours d'élaboration », non sans condamner au passage, « l'enlèvement de la sœur du président national et l'incendie de sa résidence » et constater « la défaillance de certains responsables et structures du parti ». Sur cette résolution qui concerne les comités exécutifs régionaux du parti dans les régions du



Ni John Fru Ndi. Le président national du SDF.

Littoral, de l'Adamaoua, du Centre et du Nord ; le Comité exécutif national du SDF « promet d'en tirer toutes les conséquences ».

Controverse

Un « Pain sardine » pas très savoureux

Sorti le mois dernier, le single de Dynastie Le Tigre n'est pas au goût de tous les mélomanes.

 Par Vanessa Bassale

Depuis l'annonce de sa participation au concert organisé le 06 octobre dernier à l'honneur du chef de l'Etat, Dynastie Le Tigre est officiellement considéré comme un « sardinard » (nom donné à toutes les personnes qui soutiennent Paul Biya et son régime). Même si l'artiste n'a finalement pas pris part à cette rencontre, ses détracteurs, sur les réseaux sociaux, n'en démordent pas. Il faut être un peu naïf pour penser que c'est de façon fortuite que l'auteur de « *Dingue de toi* » a choisi d'intituler son dernier single « *Pain sardine* ». Une chanson qu'il réalise en featuring avec Kedjevara de la Côte d'Ivoire.

C'est donc avec une curieuse impatience que les mélomanes ont attendu de consommer ce sandwich musical. Un sandwich qui a malheureusement laissé un arrière goût d'inachevé aux personnes qui l'ont dégusté le 26 octobre dernier (date de sa sortie officielle). A la surprise générale, le titre de Dynastie Le Tigre est une ode à la femme africaine et surtout, à ses rondeurs. Rien à voir avec le contexte politique actuel. Pour lui, la femme est « *sucrée, salée, et parfois pimentée comme le pain sardine* ». Ce titre de trois minutes et 51 secondes ne convainc donc pas tous les mélomanes. Certains disent même se sentir trahis par l'artiste qui, selon eux ne cherchait qu'à faire le buzz. Un buzz qui se fait encore attendre car depuis sa mise en ligne sur la plateforme de téléchargement Youtube, son vidéo-gramme n'a enregistré que 37.000 vues.

Cependant, lorsqu'ils décident de fermer les yeux sur la polémique qu'a engendrée le titre de cette chanson, les amateurs de musique sont bien obligés de reconnaître que



« *Pain sardine* » fait ressortir un autre visage de ce jeune talent. Celui qui excelle dans le bikutsi a le mérite d'avoir osé faire du coupé-décalé. Le résultat n'est pas fameux mais pour un début c'est acceptable. Un autre bon point à mettre sur le compte de Dynastie Le Tigre c'est le choix de Kedjevara pour le featuring. En effet, qui aurait pu, mieux que l'un des poids lourds de la musique ivoirienne, relever le niveau de cette chanson produite par Tiger Prod ? C'est probablement à lui que l'on doit l'instrumental très rythmé qui attire les mélomanes sur la piste de danse. Cette mélodie est très proche de celle que l'on retrouve dans les clips des artistes ivoiriens comme Arafat, Debordo Lee-funka et Serge Beynaud.

Martial Ebenezer Nguéa

Le nouveau visage des Rific

La critique cinématographique est le nouveau directeur général des Rencontres internationales du film court.

 Par Vanessa Bassale

Les éditions des Rencontres internationales du film court (Rific) se suivent mais ne se ressemblent pas. Qui aurait pu prédire qu'après 14 années passées à la tête du festival qu'il a créé, Franck Olivier Ndema déciderait de passer le flambeau à Martial Ebenezer Nguéa, un de ses compagnons d'œuvre. La surprise qu'a provoquée l'annonce n'a rien enlevé à sa solennité. En effet, invité sur la scène pour dresser un mini-bilan de la 14e édition qui s'est achevée le 03 novembre dernier, Franck Olivier Ndema annonce qu'il s'emploiera désormais à booster la communication et la production. A la fois excité et surpris, le nouveau directeur général des Rific cache mal ses émotions. Le sourire qui



se dessine rapidement sur le visage de cet homme de 36 ans trahit la joie qui est la sienne.

S'il ne le dit pas, Martial Ebenezer Nguéa sait qu'une nomination est souvent accompagnée de nouveaux défis. Heureusement, son ancienne position d'assistant du Dg lui a permis d'identifier les challenges auquel il devra faire face durant son mandat. Pour rendre le festival plus attrayant, l'homme de 36 ans pense avoir trouvé la formule magique.

Selon lui, il faut « *s'ouvrir au monde via des coopérations et professionnaliser davantage les Rific* ». Si ses ambitions laissent présager un grand chamboulement au sein de l'équipe d'organisation, Martial E. Nguéa rassure que « *ce sera la continuité de ce qui se fait* ». La mission s'annonce certes

Danse

La seconde édition du Modaperf se prépare

 Par Vanessa Laure Ngwe (stagiaire)

Après une première édition organisée uniquement dans la ville de Yaoundé, avec le soutien de l'Institut Français du Cameroun (Ifc) et du Laboratoire de Théâtre Otni, les responsables du Festival Dances, Mouvements et Performances (Modaperf) préparent depuis plusieurs jours la deuxième édition. Cette édition est placée sous le thème « *Construire l'espace public* ». Ces informations ont été rendues publiques lors de la conférence de presse qui s'est tenue le 05 novembre à l'Ifc de Yaoundé. Le célèbre danseur de Hip pop et promoteur de ce festival, Zora Snake, a présenté les différentes activités. Au programme : Hip pop, compétition de la rue, performance dans un espace public et art de la rue. Il annonce aussi que, contrairement à l'année dernière, le festival se déroulera dans les villes de Douala et Yaoundé.

De façon concrète, la capitale économique accueillera le festival du 6 au 8 novembre. Ensuite, les nombreux artistes locaux et internationaux déposeront leurs valises dans la capitale politique pour la seconde et dernière phase du festival. Ce sera du 14 au 18 novembre. La deuxième édition du Modaperf s'achèvera par une grande soirée hip pop. Ladite soirée sera précédée d'une compétition de danse. Les gagnants de cette compétition se partageront la somme de 250.000 Fcfa. Avant de conclure, Zora Snake a tenu à rappeler à l'assistance que le festival Modaperf qui existe depuis 2017 est un cadre d'échange, une plateforme d'expression, un lieu de formation et d'éducation artistique pour la population.

Hilaire Penda n'est plus

Hilaire Penda, le célèbre bassiste camerounais est décédé le 05 novembre dernier en France. C'est sa participation au tube planétaire « *Yeke Yeke* » de Mory Kanté, qui a révélé son talent au monde entier. Il a collaboré avec des artistes de renom comme les Bootsy Collins, John McLaughlin, John Scofield, Laurent Cugny (big band Lumière), Susheela Raman, le percussionniste-batteur Trilok Gurtu, Susan Raven, l'Afro Celt Sound System, l'Anglo-américaine Ashley Maher, Bryan Ferry, le groupe pop new wave Squeeze, le Breton Alan Stivell, Bumcello, Angélique Kidjo et Rokia Traoré.



ardue mais cet ancien étudiant de l'Université de Yaoundé I Ngoa-Ekellé sait pouvoir compter sur sa longue expérience dans le milieu de la culture. Même si le 7ème art semble être son domaine de prédilection. Il est d'ailleurs l'auteur d'une publication intitulée « *Reflète de la psychologie sociale dans le cinéma camerounais* ». C'était en 2007. En 2015, il a écrit « *La mobilité et les tournées en Afrique centrale* ».

Critique cinématographique, directeur de publication du magazine Ciné Press, responsable de la communication du marché des musiques d'Afrique « *Le Kolatier* » et correspondant particulier du quotidien Mutations, ce ressortissant de la région du Littoral est un homme aux multiples facettes.

Sambo

Les Lions parés

Ils prennent part dès demain 08 novembre prochain aux championnats du monde en Roumanie.

 Par Désiré Domo

Après près de deux mois de stages (externe et interne) dans leur camp de base à Eneo sambo club au quartier Essos à Yaoundé, les Lions du sambo se disent prêts à rugir. Ce sera au cours des 42e championnats du monde de la discipline qui s'ouvrent demain 08 novembre à Bucarest en Roumanie. Les 14 sambistes présélectionnés ont eu droit à une préparation physique généralisée (Ppg) durant une cinquantaine de jours. Inclues aussi dans ce regroupement des séances de footing et renforcement musculaire. Les poulains de Me Belmond Alog ont bouclé ce rassemblement par les projections saisies, les amlocks (clés de bras et de jambes) et les immobilisations. Rendus à la fin de la préparation, athlètes et encadreurs n'attendent plus que l'onction du gouvernement pour quitter le pays. Selon l'encadrement technique des Lions, le décollage est prévu un ou deux jours avant le début de la compétition. C'est-à-dire au plus tard ce jour, 07 novembre. Un tournoi au cours duquel les Lions du sambo et leurs encadreurs



Lions et Lionnes du sambo. Objectif : faire mieux qu'à Sochi.

entendent faire soit comme ou alors mieux qu'en 2017 en Russie. « J'ai pu tirer mon épingle du jeu l'année dernière. C'est sûr que je suis attendu. Je suis prête pour la bagarre », affirme Fokou de Chantal, médaillée de bronze à Sochi en 2017. « Nous pensons qu'avec la préparation de cette année, nous pourrions atteindre la plus haute marche du podium », espère Me Belmond Alog, entraîneur de l'équipe nationale de sambo. Les commodités d'ordre administratif sont presque toutes

réglées. « Les invitations venant de la Roumanie sont déjà arrivées. Il ne reste plus que nous formalisons les choses pour le Nigeria où, nous irons prendre les visas avant de nous envoler pour la Roumanie », ajoute François Nama, secrétaire général adjoint de la Fédération camerounaise de nambudo, chargé du sambo.

Pour rappel, lors de la précédente édition des championnats du monde à Sochi en Russie, le Cameroun était le seul parmi les 15 pays africains participants à remporter deux médailles de bronze. Des chefs-d'œuvre de Fokou De Chantal chez les 80kg, en sambo sportif et Claude Kouamen chez les 100kg, en sambo combat. Les seules médailles de l'Afrique au cours de cette édition qui a réuni près de 500 athlètes repartis en 90 pays.

Camtel volleyball championship

Fap messieurs jouera (aussi) le Final four

Comme les dames il y a deux semaines, les hommes se sont qualifiés le weekend dernier au même titre que Bafia volleyball évolution, Cameroun Sport et Garoua Vb.

 Par Désiré Domo

Avec la victoire de Garoua volleyball 3 sets à 1 face à Port autonome de Douala (Pad) le 05 novembre dernier au Palais polyvalent des Sports de Yaoundé (Paposy), le tableau du Final four en volleyball messieurs affiche désormais complet. Cameroun Sport et Bafia volleyball évolution, Forces armées et police et Garoua volleyball (Vb) restent en course pour le titre de champion du Cameroun 2018. Ils étaient pourtant six au moment du lancement du Final six de la Camtel volleyball championship le 02 novembre dernier, au complexe sportif du secrétariat d'Etat à la défense (Sed) à Yaoundé. Mais, Pad et Keep de Bamenda ont plié l'échine. Du coup, les représentants des régions du Littoral et du Nord-Ouest, désormais absents tant chez les dames que chez les messieurs brisent leur rêve de décrocher le titre de champion du Cameroun 2018. Une tourmente qui perdure depuis 2008 pour les clubs du Littoral. « Je suis très déçu. Nous sommes (ses coéquipiers et lui) sur le coup de la fatigue, avec un effectif réduit. Nous n'avons pas été présents dans le match, voilà pourquoi Garoua volleyball a pris le dessus sur nous. Il n'y a plus de suite pour nous. La saison est blanche et sèche », regrette Abakaka Mahamat, entraîneur de Port autonome de Douala.



Une séquence d'une des rencontres.

Comme dans le tableau dames, les Forces armées et police (Fap) version messieurs font partie des quatre meilleures équipes attendues dans les prochains jours dans le dernier carré de la compétition. Mais, Fap ne sera pas le seul club à avoir deux représentants au Final four. Bafia volleyball évolution aussi sera de la partie en dames et messieurs. « Notre objectif de nous qualifier pour le Final four a été atteint. Nous avons engrangé trois victoires en quatre matches », déclare Sally Atou, entraîneur adjoint de Bafia volleyball évolution. « Pour la suite de la compétition, nous avons pour ambition de disputer la finale », ajoute le technicien camerounais. Deux habitués de cette étape de la compétition qui tenteront d'imposer leur suprématie à Cameroun Sport et Garoua Vb, les moins capés du groupe.

Volleyball

Une nouvelle Lionne dans la tanière

 Par Désiré Domo

Vanessa Agbortabi décide de faire désormais partie de l'équipe nationale de volleyball du Cameroun. Des sources à la Fédération camerounaise de volleyball renseignent que la néo-Lionne arrive au pays en mai 2019 pour évoluer dans les rangs des championnes d'Afrique en titre. De père camerounais et de mère allemande, l'un des meilleurs spikers en Bundesliga de volleyball (championnat d'élite en Allemagne) devrait renforcer la stratégie de l'entraîneur Jean René Akono, dont l'objectif est de rajeunir l'équipe. La joueuse de 20 ans évolue à Rote Raben Vilsbiburg (Bayern). Avant de déposer ses valises au Bayern, Vanessa Agbortabi a joué pour le Vc Olympia Berlin. Elle avait alors 19 ans.



Champion's League africaine

Coton et Ums sont fixés sur leurs adversaires

 Par Désiré Domo

Coton Sport de Garoua sera face à Gamtel Fc de la Gambie tandis qu'Union des mouvements sportifs (Ums) de Loum croisera le fer avec les Nigériens de Lobi Stars lors du tour préliminaire de la Champion's League africaine. C'est le résultat du tirage des compétitions africaines interclubs qui s'est déroulé le 03 novembre dernier à Rabat au Maroc. Le coup d'envoi de ces compétitions sera donné le 27 novembre prochain. Soit trois jours après le lancement du championnat camerounais Mtn Elite One. Pour rappel, le Cameroun court toujours après son cinquième titre continental interclubs.

Diaspora

Le week-end des Lions indomptables en clubs



Par Claude Olivier Banaken

Stéphane Mbia en observateur

Avant son déplacement à Strasbourg samedi 03 novembre dernier, le Fc Toulouse sortait d'une série de 03 défaites avec 08 buts encaissés



contre zéro inscrit, toutes compétitions confondues, et ce malgré les deux premières titularisations du milieu de terrain camerounais Stéphane Mbia. Pour le compte de cette 12e journée de Ligue 1 française, l'ancien capitaine des Lions indomptables a été condamné sur le banc de touche. C'est de là qu'il a assisté au match nul (1-1) arraché par ses coéquipiers sur la pelouse de Strasbourg.

André Onana enchaîne les victoires

L'Ajax d'Amsterdam n'est certes pas leader du championnat des Pays Bas. Mais, le club du portier camerounais est sur une bonne marche de progression. En neuf sorties, André Onana et



l'Ajax n'ont perdu le moindre match, toutes compétitions confondues. Samedi 03 novembre dernier, ils se sont imposés 2-0 devant la formation de Willen II. Un succès qui leur permet de conserver la deuxième place du classement, derrière le Psv Eindhoven. Un bon résultat pour le club avant la rencontre de demain mercredi 06 novembre face au Benfica en Champion's League européenne.

Bahoken retrouve le chemin des buts

Match à couper le souffle entre l'As Saint-Etienne et le Sco Angers, dimanche 04 novembre dernier, à l'occasion de la 14e journée de Ligue 1 française. En remettant les pendules à l'heure (pour le 3-3) à la 71e mn, Stéphane Bahoken prétendait avoir donné le point du match nul à son club Sco Angers. Que non ! Les Angevins, contre toute attente concèdent un 4e but à la 89e mn de jeu et s'inclinent finalement 3-4. Toutefois, le but de l'attaquant camerounais lui permet d'enregistrer son quatrième but de la saison. Son équipe occupe actuellement la 15e place du classement.



Franck Ohandza illumine en Chine

Arrivé en Chine en début de saison en provenance de Hadjuk Split (Croatie), l'attaquant camerounais a brillé de mille feux au cours de celle-ci. Auteur de 18 buts, l'ancien sociétaire de Daga Young Star de Douala a terminé le championnat en

beauté. En inscrivant un but (56e mn sur penalty, ndlr) ce week-end, il a contribué à la large victoire 5-0 de son club Shenzhen Fc sur Zhejiang Yiteng. Un succès qui permet non seulement à son équipe de terminer la saison à la 2e place, mais aussi de valider son ticket d'accession en première division du championnat de football de Chine.



Ze trouve la « Fai »

L'une des rencontres de la 14e journée de Pro League (Belgique) a opposé deux Camerounais. Le Royal Antwerp Fc de l'international espoir Didier Lamkel Ze était en déplacement sur la pelouse du Standard de Liège, de l'arrière droit des Lions indomptables Fai Collins. Alors que la rencontre s'achemine vers un match nul (1-1), Lamkel Ze inscrit le deuxième but de son club à la 90e mn. Permettant ainsi à son équipe de décrocher les trois points de la journée à l'extérieur. Grâce à cette nouvelle victoire, Didier Lamkel Ze et ses coéquipiers sont propulsés à la 3e place du classement. Tandis que le Standard de Liège de Fai Collins est désormais logé au 7e rang.



Oyongo et Njie débütent sur le banc

En clôture de la 12e journée de la Ligue 1 française, Montpellier Hérault d'Ambroise Oyongo Bitolo recevait l'Olympique de Marseille (Om) de Clinton Njie. Pour la première fois depuis le début de saison, l'entraîneur montpelliérain



opte pour un onze de départ sans Oyongo Bitolo, laissé sur le banc de touche. Tout comme Clinton Njie, qui ne rentre véritablement plus dans les plans de Rudi Garcia, après l'échec de son transfert au Portugal lors du dernier mercato. Entré en jeu à la 86e mn, Ambroise Oyongo Bitolo (trois buts en 12 matches) a savouré la victoire des siens 3-0. Tandis que Clinton Njie qui remplaçait Germain à la 68e mn, a assisté à la noyade de l'Om. Grâce à cette victoire, Montpellier s'adjuge la deuxième place du classement, juste derrière le Psg de Eric Maxime Choupo-Moting.

Jérôme Onguéné ouvre son compteur

Titulaire dimanche 04 novembre dernier avec Salzburg (Autriche), qui affrontait Mattersburg, le défenseur camerounais Jérôme Onguéné a participé au succès de son club, 2-1. L'ancien sociétaire de Sochaux (en France) a ouvert le score à la 62e mn de jeu grâce à une demi-volée partie d'un coup de pied arrêté. Au terme des 90 mn de jeu, son équipe s'impose 2-1. Le Camerounais inscrit ainsi son premier but de la saison en deux titularisations. Avec 35 points, Salzburg est actuellement leader du championnat d'Autriche de première division. Jérôme Onguéné et les siens enregistrent 12 points de plus que leur dauphin Linzer Ask.



Nkoulou solide en défense

Nouveau patron de la défense du Torino, Nicolas Nkoulou en attente d'un prolongement de contrat son club a participé à la victoire du club italien, samedi 03 novembre dernier à l'occasion de la 11e journée de Serie A italienne.

En déplacement à la Sampdoria de Gène, qui jusqu'ici détenait l'une des meilleures défenses du championnat, le défenseur camerounais Nicolas Nkoulou et le Torino se sont amusés en s'imposant 4-1 face à leur adversaire du jour. Ce succès permet au club de l'ancien sociétaire de Monaco, l'Om et l'OI en France, de se hisser au 7e rang du podium, devant la Fiorentina et l'As Roma.

